

## FCM à Dakhla : Le Maroc, un modèle en matière de la mise en place des programmes de santé au profit des migrants (ministre)

Dimanche 18 Mars 2018 modifié le Dimanche 18 Mars 2018 - 22:55

Le Maroc est un pays modèle distingué en matière de mise en place des programmes de santé au profit des migrants, a indiqué, samedi à Dakhla, le ministre de la Santé, Anas Doukkali.



Lors d'une session plénière autour de "la sécurité en matière de santé publique", tenue en marge des travaux du Forum Crans Montana, M. Doukkali a souligné que le nombre des migrants à travers le monde a atteint plus de 240 millions personnes, ce qui a incité l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à tirer la sonnette d'alarme, exhortant les pays à mettre en place des politiques de santé qui prennent en considération les migrants.

Dans ce cadre, il a noté que le Maroc est l'un des premiers pays du continent africain ayant élaboré une stratégie de santé au profit des migrants, en particulier ceux dont la situation a été régularisée, ajoutant que le programme national relatif à la promotion de la santé des migrants comprend des soins de santé, de diagnostic, de prise en charge des maladies épidémiologique à titre gratuit en faveur de la diaspora africaine sur le territoire marocain.

Il a été également procédé à la mise en place d'un programme spécial visant la couverture médicale des migrants, pour leur assurer l'accès aux établissements de santé à l'instar des citoyens marocains, ainsi que le développement du partenariat avec la société civile qui s'occupe des questions de santé relatives aux migrants, a-t-il ajouté.

Il a, en outre, fait savoir que l'accès aux services de santé de qualité, avec des frais abordables n'est pas à l'apanage de certains pays, faisant remarquer que le défi qu'affronte les pays du continent africain est la mise en place d'une couverture médicale de base et la mise en œuvre des politiques de santé visant les personnes âgées et les personnes à besoins spécifiques.

Dans la même lignée, M. Doukkali a mis l'accent sur l'importance de la contribution des collectivités territoriales, du secteur privé et des associations œuvrant dans la promotion de la santé, soulignant le rôle primordial de la Fondation Mohammed V pour la solidarité et de la Fondation Lalla Salma pour la prévention et le traitement du cancer, en matière de promotion des conditions sanitaires et sociales au Maroc.

Pour sa part, le Directeur du Département d'épidémiologie et de lutte contre les maladies au sein du Ministère de la santé, Abderrahmane Maaroufi, a passé en revue l'expérience marocaine dans le domaine de la gestion de la sécurité sanitaire et des acquis réalisés en la matière, ainsi que les programmes de coopération Sud-Sud qui sont mis en œuvre au niveau du continent africain.

Le Maroc a obtenu des résultats significatifs en matière de lutte contre la mortalité maternelle et infantile, et ce en raison de "l'engagement politique" et de nombreux programmes et mesures mis en place, a poursuivi M. Maaroufi, citant notamment la pérennité du financement des programmes pour réduire la mortalité maternelle et le suivi médical pour les femmes enceintes au stade prénatal, en particulier dans les zones rurales.

Et d'ajouter que le Maroc a également pu mettre fin à plusieurs maladies infectieuses épidémiques grâce à l'amélioration de la situation économique et sociale de la population, permettant ainsi à la population des zones enclavées d'accéder à l'eau potable, faisant savoir que les ressources humaines qualifiées sont de nature à promouvoir d'une manière continue le secteur et répondre aux besoins croissants.

S'agissant de la coopération avec les pays du continent, M. El Maaroufi a estimé que le Royaume a mis son expérience en matière de lutte contre les maladies épidémiques et contagieuses à la disposition des différents pays africains notamment ceux de l'Afrique subsaharienne, notant qu'il y a réflexion sur la création au Maroc d'un Centre africain chargé de formation des cadres et renforcement des compétences pour transcender les crises sanitaires.

Pour sa part, l'ancienne ministre française des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine, a considéré que la santé est confrontée aussi à des problèmes d'ordre social et politique ce qui requiert la promotion de l'enseignement notamment chez les filles, notant que les programmes de santé demeurent insuffisants, en absence d'une synergie avec les autres secteurs.

L'Agenda 2030 pour le développement durable met la santé au centre des défis liés au développement, a-t-elle indiqué, notant que l'Afrique est appelée aujourd'hui, plus que jamais, à relever ce défi en plaçant la santé en tête des priorités par le biais de la mise en place de politiques efficaces et l'échange d'expertise avec les pays développés.

Pour Mme Touraine, "on ne peut pas parler du développement et de l'évolution sans avoir une société satisfaite en matière des soins de santé", faisant observer que les femmes en Afrique restent les plus lésées en termes d'accès aux services de soins avec un taux de mortalité fort élevé chez les femmes et nourrissons. Elle a plaidé, dans ce sens, en faveur de politiques efficaces pour mettre un terme aux différents problèmes de santé et à la création de centres de santé de proximité à même de faciliter l'accès notamment aux personnes en situation de précarité.

Quant à la présidente de l'Institut Pasteur du Maroc (IPM), Naima Mdaghri, elle a mis en exergue les missions du Centre relatives à la préservation de la sûreté sanitaire et ses efforts de lutte contre la propagation des maladies et épidémies via la recherche scientifique et l'évolution des vaccins au niveau de ses unités à Casablanca et Tanger.

L'IPM, vieux de plus d'un siècle, est un centre avant-gardiste en matière de médecine des voyages, discipline qui propose une offre de soins à destination des voyageurs, a-t-elle fait valoir, ajoutant que les compétences humaines, laboratoires scientifiques et programmes de coopération ont permis au Maroc de pallier aux différents défis sanitaires.